

Cigale n°6

juillet août 2009

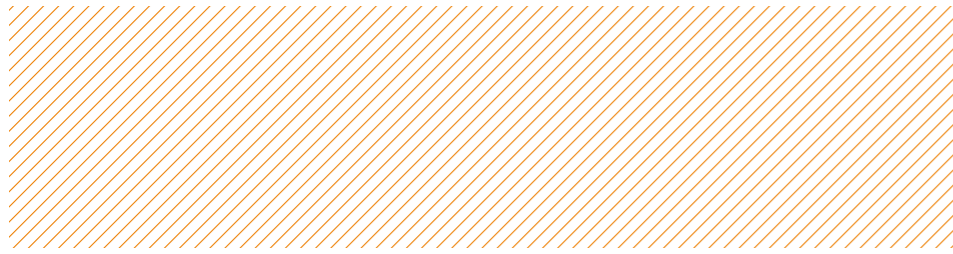
Art/création/société :
huit pages de démocratie culturelle
Parti communiste français



La crise
au risque
de la culture

Contact PCF culture : Marie-Pierre Boursier
06 74 45 15 87 mpboursier@pcf.fr
www.pcf.fr/culture • Blog : pcfculture.wordpress.com

Coordination : Jean-Jacques Barey 06 81 30 66 45
Artiste associé : www.borissemeniako.fr
Impression : Public Imprim



“ Dans quel monde, dans quelle société voulons-nous vivre ? ”

Dans le discours programme qu’il a prononcé le 22 juin devant le Congrès de Versailles, Nicolas Sarkozy a tenté d’enfiler les habits du monarque éclairé, dépositaire de notre histoire, redécouvrant dans les mots le modèle social français que sa politique détruit pourtant avec application tous les jours, et de l’avenir du pays, dont il dessinerait à lui seul les contours. Rien de son projet de contre-réformes n’est abandonné, bien au contraire tout est promis à l’accélération, mais il lui faut bien chercher à échapper à son bilan, à ses responsabilités, à celles de son gouvernement, s’il veut crédibiliser la poursuite du chemin. La crise et le terrible aveu d’échec du système capitaliste sont passés par là. Egalité, laïcité, libertés, le Président préempte les valeurs pour mieux continuer à les vider de leur contenu. En vérité, le pouvoir de droite continue de ne reconnaître qu’un seul cap, celui fixé sur la valeur Argent. Dans son discours versaillais, Nicolas Sarkozy a subrepticement lâché cette phrase, comme un cri du cœur, « le travail doit être justement considéré, les actionnaires doivent être justement rémunérés ». En termes galants, les choses sont dites : l’argent continuera d’aller à l’argent,

Egalité, laïcité, libertés, le Président préempte les valeurs pour mieux continuer à les vider de leur contenu. En vérité, le pouvoir de droite continue de ne reconnaître qu’un seul cap, celui fixé sur la valeur Argent

travailleurs et créateurs auront eux droit à de belles paroles. L’enrichissement des marchés, l’appauvrissement du travail et de la création, voilà finalement ce qui, pour Nicolas Sarkozy et les siens, fait projet de société. Mais ce n’est pas la société que nous voulons. L’affaire est donc sérieuse. Dans quel monde, dans quelle société voulons-nous vivre ? C’est plus que jamais la question posée. C’est bien au rassemblement des forces, des énergies, des intelligences capables d’inventer un autre mode de développement, socialement et mondialement solidaire, écologiquement durable, humainement épanouissant, qu’il nous faut consacrer toutes nos forces. Sans dépassement des logiques capitalistes de mise en concurrence, nous ne sortirons plus de la crise, des crises.

L’état de la gauche nous inquiète, mais nous voulons relever le défi. À nous de reconstruire l’alternative. Le spectacle donné par le PS nous désole. La percée d’Europe écologie nous laisse sur notre faim. La démarche du Front de gauche que nous avons initiée, ses premiers résultats prometteurs nous mettent l’eau à la bouche d’une dynamique que nous voulons bien plus ambitieuse encore, et surtout demain, très vite, majoritaire. C’est à la construction du projet commun qui nous unira toutes et tous que nous vous invitons à travailler. Les communistes ont résolument mis le cap sur la transformation : pour eux-mêmes et pour toute la société. Ce combat peut être notre bien commun.

Pierre LAURENT

responsable de la coordination nationale du PCF

Exception, diversité : même combat !

Lors de récents débats du Front de Gauche, pour la campagne des Européennes, on a pu constater quelques malentendus sur ce sujet, qui se résument à ces 2 pôles : « Je suis méfiant sur l’exception culturelle », « On s’est fait avoir avec la diversité culturelle car on a abandonné l’exception culturelle ! ». Précisons :

L’exception culturelle est à l’œuvre depuis maintenant plus de 15 ans : l’Europe en refusant toute offre de libéralisation dans le secteur audiovisuel à la fin de l’Uruguay Round (fin 1993) et en obtenant des exemptions à la clause de la Nation la plus favorisée¹ a su résister à la pression hollywoodienne. La force de l’exception culturelle tient

à sa portée symbolique et politique qu’à sa réalité juridique : il n’y a pas de clause juridique d’exception culturelle instituée dans le droit OMC ! Encore moins une situation d’exclusion culturelle qui protègerait la culture de toute forme de libéralisation. Il aura fallu toute la vigilance des organisations professionnelles du monde de la Culture, les manifestations d’artistes, réalisateurs, auteurs, techniciens etc. pour que la résistance à l’hégémonie culturelle porte ses fruits, mais l’exception culturelle reste fragile. Nos adversaires ne sont pas restés immobiles depuis : ils ont poussé à des offres de libéralisation dans le champ culturel et, mais sont passés d’une stratégie frontale, à une stratégie de contournement : Ils multiplient les accords bilatéraux de libre-échange incluant des engagements de libé-

ralisation sur la Culture (Maroc, Chili, Pays d’Amérique Centrale, Australie, Singapour etc.). À partir de 1997, on a assisté à un glissement des décideurs politiques : la diversité culturelle prenait la place de l’exception culturelle. Au sein de l’Union Européenne, il a servi de compromis entre les pays très soucieux de maintenir la capacité des Etats à mettre en œuvre leur politique culturelle et les autres. Les propos de Jean-Marie Messier, alors PDG de Vivendi Universal, en décembre 2001 (« l’exception culturelle franco-française est morte, nous sommes aujourd’hui dans une période de diversité culturelle ») ont eu au moins le mérite de raviver la vigilance. Mais le combat pour la diversité culturelle, à condition de définir un contenu exigeant, présentait aussi l’avantage d’inscrire les luttes dans une démarche constructive : par homologie avec la bio-diversité dans le domaine environnemental, la diversité culturelle traduit bien l’impérieuse nécessité de lutter pour l’égalité des expressions culturelles et artistiques, des échanges culturels plus équilibrés afin de résister à la mondialisation libérale « diverticide ».

Nous avons toujours soutenu qu’un instrument international, indispensable, devait prendre la forme d’engagements contraignants, et préciser que les Etats ont le droit et le devoir de mener les politiques culturelles de leur choix. Il faut « marcher sur les deux jambes » : exception et diversité culturelles. Le 20 octobre 2005, l’Unesco a adopté la Convention pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles par 148 voix pour et 2 contre (États-Unis et Israël). Elle reconnaît la nature spécifique des biens et services culturels, porteurs de valeurs, d’identité et de sens, affirme le droit souverain des Etats de se doter de politiques culturelles, préconise l’échange équilibré de biens et services culturels, insiste sur le renforcement de la coopération culturelle par un investissement accru du Nord vers le Sud. Le texte précise que la Convention UNESCO n’est pas subordonnée aux autres Traités et que lorsque les Etats appliquent d’autres Traités, souscrivent à d’autres obligations internationales, ils doivent prendre en compte les dispositions de la Convention. On mise sur la complémentarité entre tous les Traités internationaux alors que le droit international culturel émergent devrait entrer en confrontation avec le droit OMC. C’est une limite de taille. Ratifiée à ce jour par près de 100 États, la Convention peine à produire des effets concrets, et la Commission européenne instrumentalise la Convention pour inclure dans des accords de libre-échange avec la Corée, le Canada... des protocoles culturels, ce qui revient à remettre en cause l’exception culturelle et à détourner l’esprit de la Convention. Quel que soit le destin de cette Convention, la lutte pour l’exclusion de la culture des enjeux de négociations marchandes reste un combat permanent. C’est dans cette perspective que milite la Fédération des 42 coalitions pour la diversité culturelle dans le monde. Nous vivons bien un âge particulier du capitalisme de plus en plus culturel avec au cœur les industries de programmes. Mais alors que la prise de conscience planétaire monte sur les enjeux environnementaux, les problèmes « d’environnements mentaux déséquilibrés » sont bien peu appréhendés. Nous avons besoin de plus d’échanges culturels, de moins de frontières, de plus de circulation des artistes et techniciens. Gageons que la période qui s’ouvre permettra d’élargir le cercle des forces de résistance et de proposition, de sensibiliser davantage les citoyens et les acteurs de la vie culturelle pour une reconquête idéologique au sein même des forces de progrès. La diversité culturelle est un combat.

La lutte pour l’exclusion de la culture des enjeux de négociations marchandes reste un combat permanent

La force de l’exception culturelle tient davantage à sa portée symbolique et politique qu’à sa réalité juridique

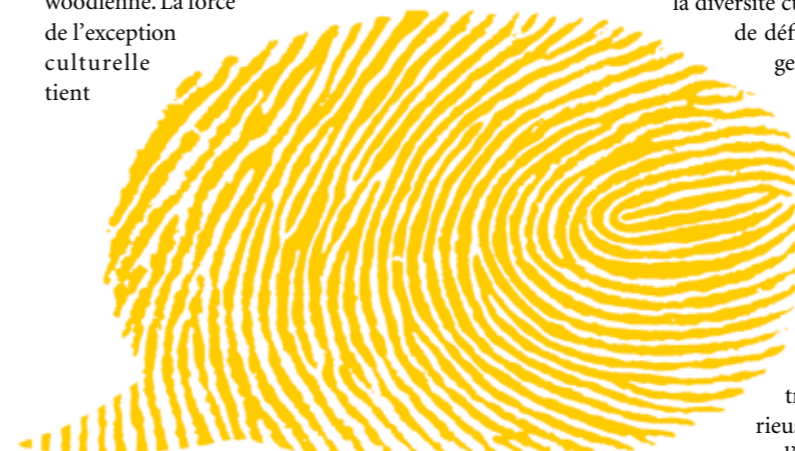


Image : Boris Séméniako

Claude Michel

Secrétaire général adjoint de la CGT Spectacle. Trésorier de la coalition française pour la diversité culturelle

(1) Clause de la Nation la plus favorisée : disposition de l’OMC qui prévoit que les États étendent à tous les opérateurs étrangers le traitement préférentiel qu’ils réservent à certains d’entre eux. Parmi les exemptions, l’une permet aux États européens de poursuivre leurs accords de coproductions avec des pays tiers sans être obligés de les étendre à tous les pays membres de l’OMC.

Erasmus ou la folle utopie

ÉLOGE DU DÉCENTREMENT ET DE LA CRISE

Alain Foix*

Il errait, le « rat errant » (*Errans mus* comme l'appelait avec mépris Luther son ex-disciple et ami). Il galopait *Eramus Rotterdamus* (Erasmus de Rotterdam) par toute l'Europe, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest. Une course échevelée. La crinière folle de son cheval devait frapper au gré du vent l'écritoire qu'il avait fixé à l'avant de la selle. Il écrivait sur le mouvement ondulatoire de sa monture, sur le déferlement de son galop, l'écume de son garrot, et sur la danse des paysages. L'auteur de l'*Éloge de la folie* mettait une dernière main au manuscrit de Thomas More, l'ami qui attendait de l'autre côté du Channel. Thomas More avec qui il avait imaginé l'écriture d'*Utopia*, ce lieu qui n'a pas lieu, et qui n'a pas de lieu (*u-topos*), qui n'est que déplacement, déport du réel vers l'imaginaire. L'imaginaire, ce vaste lieu, infini du non-lieu rempli par le flux continu et les ressacs de l'imagination, ce *non finito* du mouvement, cette mer toujours recommencée et qui décoiffe sans cesse par son déferlement la chevelure des plages de la conscience lissée par l'inertie et la paresse des évidences, baumes cosmétiques protégeant du réel les vérités fatiguées, les certitudes ridées. *Utopia*, une île hors de tout centre, qui est son propre centre, un espace excentrique, une folie abritant l'impensé, riant de

la Raison constituée comme un rire de Silène douloureux et moqueur. L'imagination est mouvement, l'utopie sa destination. Et la folie déplace le philosophe, le déränge, le désaxe car elle est le lieu de la création, expression de l'original, sa pente, sa déclinaison d'où surgit le nouveau. C'est le *clinamen* de Lucrèce cet axe incliné du monde qui fait que tout n'existe qu'en se jouant de la verticale et se moquant du droit. Désaxer est toujours ouvrir l'espace d'un nouveau chant.

Et Erasmus écrit sur le cahot des routes nouant le fil de ses pensées par les carrefours et les chemins sans fin. Il rêve d'une perle baroque trouvée sous le sabot léger de son cheval. Une perle aux rondeurs imparfaites qui roule et danse et se créant un centre à chaque volte, magnifie la lumière par le prisme de ses imperfections. Une perle comme un individu à la fois unique et

multiple. Il rêve de l'Europe, une utopie, combinaison en une seule île de tous les horizons. Une perle qui roule, *rolling stone* qui chaloupe et rebondit à chaque aspérité du terrain, rendant hommage à la surface complexe du monde. Et c'est Shakespeare, fils spirituel de Thomas More qui la ramasse, l'élève à la lumière, y scrute les ombres de l'être et du non-être. Et c'est le fou qui parle encore entre Hamlet sur ses remparts et le grand rire profond des fossoyeurs car le haut est en bas et la bassesse parfois sur les hauteurs. Le monde ne tourne pas rond et la folie atteint les plus puissants, les esprits les plus droits et les âmes les plus claires. Iago a raison d'Othello, l'infâme Aaron révèle au plus profond de ses ténèbres, au cœur sanglant d'une immonde cruauté, une âme pleine de lumières. Au sein de la tempête, c'est la folie de Caliban qui est le paragon de la raison et sous les ors de Buckingham l'affreux boitement de Richard III bat une mesure de guerre au milieu de la ronde gracieuse d'un temps de paix. De Venise à Copenhague et de Prague à Stratford le grand maître du théâtre du Globe convoque au banquet de l'Europe toutes les parties de l'univers. L'Afrique, l'Asie et l'Amérique apportent sur l'espace agonique des scènes d'Europe les fruits incomparables et bariolés de la richesse du monde. Et c'est le personnage, l'individu universel et singulier qui en est l'hôte. Immense *potlatch* où chacun apporte

Utopia, une île hors de tout centre, qui est son propre centre, un espace excentrique, une folie abritant l'impensé, riant de la Raison constituée douloureux et moqueur

ce qu'il a de plus précieux : lui-même. C'est à ce riche banquet qu'au crépuscule de sa course effrénée rêvait le cavalier Erasme. Banquet d'Europe galante et conviviale dont la richesse se fonde sur la gratuité du don, c'est-à-dire du sens, partant, de l'humain qui ne peut être objet d'aucun commerce, et finalement de la Culture ; culture comme perle sauvage, baroque et imparfaite en son essence et sa beauté et dont le non fini, l'inachèvement toujours recommencé, renvoie à l'infini du monde. Culture comme sol d'une belle Europe qui danse et ne s'assied à la table commune que pour parler de tous. Culture dont le centre est partout et la périphérie nulle part, qui roule et rebondit sans cesse sur l'indivis des actes, des situations, paroles et créations singulières comme autant d'accidents nécessaires qui font la vie en sa richesse. Une Culture toujours en mouvement pour que

le bouillon tourné en multiples saveurs, ne se fige en grumeaux d'identités. Une Culture, pas des cultures, agit par des sujets dont la liberté bouscule l'inertie des communautés. Une Europe qui permet d'être soi en sortant de soi, se libérant des *nous* déterministes et des identités fermées.

Penser vraiment l'Europe, c'est penser la Culture qui convoque les nations comme forces d'agrégation de volontés individuelles, d'appartenances voulues, désirées et décidées par des sujets conscients et libres. L'Europe c'est donc le déplacement, le décentrement, et c'est la crise car elle ne peut qu'être utopie en marche, bousculant le réel, posant question aux nations, à toutes les identités qui doivent sans se renier affronter le vertige de leurs propres limites, de leurs imperfections mises en lumière. L'Europe

d'un cavalier d'Europe

des nations est un concert baroque où chaque instrument, chaque note et chaque timbre ne déploie son identité que dans la résonance avec les autres. Il libère l'individu de la seule force agrégative de sa nation, crée une force centrifuge, l'ouvre à un ensemble plus large auquel il participe en apportant à la fois sa liberté de sujet et les particularismes de son paysage. Il met en valeur le fait que son identité n'est pas simplement expression de sa nationalité, mais l'ordre des choix individuels qui le font inter-prète irremplaçable de la partition du monde.

Erasme sur son cheval rêvait de l'homme en parcourant l'Europe, nouvel espace de liberté, mais aussi de responsabilité devant un monde se révélant indéfini. Planète en crise d'identité, une crise topographique et universelle où les

vieilles nations enfermées dans leurs histoires devaient affronter l'éveil épistémologique d'une pensée en crise ouvrant le passage vertigineux d'un monde clos à l'univers infini selon le mot d'Alexandre Koyré. Et à l'horizon déjà la danse chaloupée d'une Amérique aux épaules découvertes, éveillant le désir, le besoin d'utopie. Une utopie violée car ce ne fut pas l'homme mais les nations, mais le commerce et la « profittation » qui fut l'objet d'une ruée vers l'or. Et Caliban, le noir, l'indien, l'étrange étranger, vit sa sueur et son sang échangés contre perles de pacotille sinon des coups de fouet. A ce banquet immonde, des nations chiffonnées en s'emplantant la panse au milieu des cadavres creusaient leurs propres tombes de leurs dents carnivores en se bombant le torse. Et leurs blasons

d'identité redevenaient des oriflammes guerrières. L'Europe était de feu et de sang et son utopie remise au rang de fable pour enfants.

Ce n'est qu'armes déposées au milieu de la ronde, que put de nouveau se danser la danse baroque d'Europe, décentrée, forcément décentrée par les danseurs eux-mêmes. Danseurs luttant avec toute la grâce nécessaire et toutes leurs distinctions contre la pesanteur et l'inertie de leurs nations, sol de leur élévation. Si cette danse est un rêve, alors, comme disait Nietzsche, *rêvons le jusqu'au bout* sachant qu'au milieu de la ronde comme dans le cœur de l'homme, il y a toujours ce boitement, ce diable dans la musique, un hideux Richard III dont le dessein, la raison d'exister, est toujours de transformer cette fête en une affreuse danse guerrière.



Image : Boris Séméniako

* Ecrivain, philosophe, dramaturge.

Sa pièce *Pas de prison pour le vent* est à l'affiche à Avignon au théâtre du Petit Louvre (La chapelle, 12 h 40, du 8 au 31 juillet 2009)

Dernier ouvrage paru : *NOIR de Toussaint Louverture à Barack Obama* (Galaade éditions, 2009)

Hadopi, chronique d'un fiasco

Alors que le Conseil constitutionnel vient de censurer une partie importante du texte de loi, car il contrevient à bon nombre de droit fondamentaux (libertés d'expression et de communication, présomption d'innocence, protection judiciaire des libertés individuelles), le gouvernement a décidé de persister et de mettre à l'ordre du jour un complément au projet de loi sur la création, la diffusion et la protection des œuvres sur Internet. Inspirée par le rapport de Denis Olivennes, ancien directeur de la FNAC, cette loi a eu pour seul objet d'assurer aux majors, qui concentrent entre leurs mains plus de 70 % de la production musicale et audiovisuelle, des profits toujours plus importants. Ce sont les accords de l'Elysée, signés entre le gouvernement, les majors et les fournisseurs d'accès Internet qui ont structuré ce projet. Hélas, les principaux intéressés, c'est-à-dire les associations d'internautes et les artistes, n'étaient pas conviés.

Un constat de départ très orienté...

Pour justifier ce texte, le Président de la République a déclaré que « *le clonage et la dissémination des fichiers ont entraîné depuis 5 ans [...] la ruine progressive de l'économie musicale en déconnectant les œuvres de leurs coûts de fabrication et en donnant cette impression fautive que, tout se valant, tout est gratuit.* » Or, la plupart des études sur le sujet ne parviennent pas à prouver le lien entre téléchargement et baisse des ventes de « biens culturels ». Au contraire ! Même les études du ministère de la culture notent une fréquentation accrue des salles de cinéma et de concerts et une consommation de biens culturels qui ne s'est pas réduite. D'ailleurs, s'il est vrai que l'on n'a jamais autant téléchargé, la fréquentation des salles de cinéma et de théâtre n'a jamais été aussi importante ! Seul le temps passé devant la télévision diminue. Mais, peut-être est-ce là ce qui gêne notre Président qui s'arroge le droit de nommer les responsables des sociétés d'audiovisuel public et de se produire plusieurs fois en prime time depuis janvier 2009.

Une atteinte grave aux libertés individuelles.

Basé sur un constat faussé, ce texte criminalise d'office les internautes. Le principe répressif de cette loi repose sur l'invention d'un nouveau délit : le défaut de sécurisation de la ligne. En inversant la charge de la preuve et en instituant la présomption de culpabilité, ce texte mettait en demeure l'internaute de prouver sa bonne foi, s'il n'avait pas téléchargé, mais seulement... après la sanction de coupure prononcée par la Haute autorité administrative, l'Hadopi. Cet aspect a fait heureusement l'objet d'une censure du Conseil constitutionnel, qui a considéré que seul un juge avait ce pouvoir. De plus, le Conseil a rappelé que la coupure d'un accès à Internet contrevient aux libertés fondamentales d'expression et de communication. C'est peut-être une des décisions les plus importantes que le Conseil ait prises depuis une dizaine d'années. C'est un camouflet pour le gouvernement et une grande victoire pour les défenseurs des libertés individuelles.

Un rendez-vous raté avec les enjeux de la création

Mais il n'en reste pas moins que le problème de la rémunération des artistes n'est toujours pas abordé. Alors qu'Universal Music a fait plus de 408 millions de bénéfice en 2008, avec une augmentation de 21,8 % par rapport à l'année précédente... seulement 3 % des auteurs-interprètes perçoivent un montant de droits au moins égal au SMIC. Les députés, les associations et les artistes engagés contre cette loi n'ont cessé de faire valoir leur volonté d'avancer sur le sujet et de faire des propositions constructives. Pourquoi ne pas mettre à contribution les fournisseurs d'accès Internet ?

Au lieu de culpabiliser les internautes, d'écarter les propositions de licence globale et d'offre publique de téléchargement, le gouvernement aurait intérêt à élaborer des politiques économiques et culturelles nouvelles, adaptées à ce tournant historique de la technologie. Il devrait aussi promouvoir la juste rémunération des artistes, et pas seulement celle des producteurs ; soutenir le logiciel libre et favoriser les systèmes de partage de fichiers à contenus culturels. Les assises « Création et Internet », qui auront lieu à l'automne prochain, réuniront artistes, parlementaires, syndicats et associations pour mener enfin ce débat pluraliste et aboutir à des propositions concrètes. Il est à déplorer que le gouvernement, par son acharnement répressif et sa fâcheuse habitude de faire toujours des cadeaux aux plus riches, ait choisi une autre voie. C'est l'avenir de la création qui en est jeu, et cela nécessite de poser les enjeux beaucoup plus sérieusement.

Jean-Pierre Brard

député de Seine Saint-Denis (Groupe de la Gauche démocrate et républicaine)

L'insurrection

Professeur de psychopathologie à l'Université d'Aix-Marseille et psychanalyste, Roland Gori est à l'origine de l'Appel des appels, qui rassemble désormais plus de 80 000 signatures, et a fondé de multiples comités locaux. Rappel des enjeux.

Comment définiriez vous l'axe central de l'Appel des appels ?

L'épine dorsale de l'Appel des appels, c'est la reconnaissance d'enjeux politiques, sociaux et culturels majeurs dans une société centrée sur le travail – et qui compte de plus en plus de chômeurs. Notre affirmation, c'est que le travail ne peut se réduire à « l'emploi », qu'il est un lieu un lieu où l'on s'épanouit dans la parole et l'action, où l'homme se réalise dans son humanité. L'Appel des appels est une insurrection morale de hussards issus des professions médicales, judiciaires, culturelles, qui ont pour enjeu commun de travailler avec l'humain, face à la volonté de leur faire ingérer de force les normes du capitalisme financier dans leurs professions. Il y a d'ailleurs là un paradoxe : on veut nous imposer les valeurs de flexibilité, d'évaluation, de résultats chiffrés qui sont celles du capitalisme financier, au moment où la crise révèle la toxicité de cette « morale » !

Il s'agit de faire surgir, du cœur de nos métiers, une parole politique, sociale et culturelle sur le soin, l'information, la culture, la justice. Nous sommes les témoins du passage du néolibéralisme américain, modelé selon une grille de lecture qui réduit l'humain, à l'*Homo economicus*. Jusqu'à présent, les finalités de nos métiers étaient clairement distinctes des activités entrepreneuriales. Paradoxalement, aujourd'hui, nos gestionnaires sont plus marxistes, – au sens le plus restrictif du mot – que les marxistes : tout peut se réduire à l'économie ! Affirmer que l'homme ne se réduit pas à sa dimension économique c'est déjà ouvrir des portes...

La philosophe américaine Avital Ronell vient de publier une critique radicale de l'évaluation, notion qui est également au centre de votre combat...

L'évaluation, c'est le cheval de Troie de cette volonté de soumettre les métiers qui traitent de l'humain aux logiques libérales. Ses critères ne sont en rien scientifiques, mais purement idéologiques... et marchands : en ce qui concerne l'Université, par exemple, il faut savoir, la formation scientifique représente un enjeu de plusieurs

morale des hussards

millions d'euros ! Telle qu'elle est aujourd'hui pratiquée dans la recherche, l'évaluation relève de la colonisation des esprits, ne serait-ce que par la langue dominante imposée : publier en anglo-américain (et non dans la langue de Shakespeare !), c'est se convertir à une appréhension du monde très technique, en finir avec les Humanités. Ce formatage se manifeste de manière très diverse : la volonté d'imposer l'idée d'une origine génétique de la criminalité, par exemple, et de fichier les enfants de trois ans...

L'Appel des appels rassemble un éventail de professions multiples, mais qui ont en commun de remplir des missions d'intérêt public. Vos réflexions sur la disparition des métiers, la sous-mission aux normes gestionnaires, pensez-vous inviter des salariés du privé à les partager ?

Des passerelles ont commencé à se tisser avec le monde syndical. Mais, même si le temps nous est compté face au rouleau compresseur du néolibéralisme, il ne faut pas aller trop vite. Nous ne défendons pas un statut – bon nombre

de ces professionnels travaillent dans le monde associatif, et beaucoup ont des statuts précaires – mais des finalités. Ce qui nous réunit, entre professionnels de l'éducation, de la santé, de la culture, de la justice, c'est une culture du métier face à un modèle qui veut, qui prétend occuper les hommes à des activités interchangeables. C'est une révolte de professionnels préservés jusqu'à présent du modèle entrepreneurial et de ses dogmes, face à ce que j'ai appelé dans un livre « L'Empire des coaches ».

Le point fort de l'Appel, c'est de répondre à une attente sociale et culturelle. Ce n'est pas un hasard si ses réunions ont attiré plus de mille personnes en Ile-de-France et à Marseille, et si des Comités départementaux voient le jour sur tout le territoire. Et il est symptomatique que ses relais médiatiques privilégient la réflexion de fond aux réflexes conditionnés sur l'actualité.

Propos recueillis par Valérie de Saint-Do

NB: *Cassandra-Horschamp* a consacré son numéro 77 du printemps 2009 à l'Appel des appels.

La fabrique du populisme

Le populisme et l'anti-intellectualisme avancent désormais masqués. Bien sûr, on a pu se gausser, dans un premier temps, de l'entourage de comiques troupiers du chef de l'Etat. Vite battue en brèche par une kyrielle de manifestants qui arborent désormais *La Princesse de Clèves* en badge, la beauferie trop voyante a laissé place à un brouillage du discours infiniment plus retors et dangereux. Le gouvernement prétend désormais « protéger les artistes ». Cela ne l'empêche pas d'asphyxier de plus belle la création vivante et sa circulation, de couper les vivres aux festivals à dimension humaine au nom du label « national » réservé aux « grands événements », ni d'étrangler l'action culturelle cinématographique. Mais dans la guerre culturelle, ôter tout sens aux mots se révèle une tactique efficace. La loi Hadopi offrait récemment un exemple flagrant de cette boursoufflure du langage : elle aurait défendu « l'exception culturelle française » (!), contribué à « lutter contre la démagogie et le jeunisme »...

Cela ne trompe personne, bien évidemment, sinon quelques stars sur le retour que l'on soupçonne assez peu familières du web 2.0. Mais l'argumentaire utilisé pour Hadopi marque le summum d'une confusion totale entre art, culture, et industrie du spectacle. Selon la rhétorique gouvernementale, un artiste, c'est désormais quelqu'un qui vend et dont on protège les parts de marché. Vision portée à son comble par le grand discours de consolation sur la culture-Prozac : « Nous sommes en pleine crise économique, mais les gens ont besoin de culture, les livres se vendent bien, les salles sont pleines ».

Le discours gouvernemental – comme, hélas, celui de ses opposants officiels – a effacé de la photo les artistes que le marché ne concerne en rien. Disparus, les poètes, les utopistes, ceux qui portent les notions de gratuité, ceux qui s'efforcent, dans l'ombre de travailler au partage du sensible et de l'imaginaire, hors de l'industrie, et, souvent, des temples intimidants de l'institution. Soixante ans de débats sur le service public de la culture, sur l'appropriation de l'art, pour en arriver à cette vraie victoire du populisme ?

Contre ce brouillage du discours, il va nous falloir mener un combat sémantique. Cesser de parler d'« accès à l'art » pour *cultiver l'art de la relation*, selon la belle expression de Peter Brook, parce que l'artiste qui n'a pour interlocuteurs que ses pairs ou qu'une cible en vient vite à se scléroser. Un art qui n'entend surtout pas « répondre aux attentes du spectateur » par des produits ciblés, mais bouleverser, transformer la collectivité à laquelle il s'adresse. Fabriquer des acteurs plutôt que du public. Travailler sur les mots, c'est aussi en finir avec le vieux clivage inopérant entre art et culture : la culture, c'est ce qui sert la circulation de l'art. À partir de là, le travail commence, dans un monde où le pouvoir appartient à ceux qui détiennent les « tuyaux » : multinationales de l'industrie prétendant culturelle, fournisseurs d'accès Internet, marchands d'armes déguisés en éditeurs mais aussi patrons d'institutions publiques formatés au management culturel. L'incantation « La culture n'est pas une marchandise » ne suffit plus. Face aux réducteurs de tête du tout-économique, finissons-en avec la mauvaise conscience des politiques culturelles en quête d'alibis ! Nous n'attendons pas d'une politique culturelle de gauche qu'elle « renforce l'attractivité des territoires » ou le « rayonnement de la France », ni qu'elle serve de pansement social. Mais qu'elle porte haut et fort la *haute nécessité*¹ de la circulation du poétique, de l'imaginaire, du symbolique, définitivement irréductibles à l'ordre marchand.

Valérie de Saint-Do

Directrice-adjointe de *Cassandra-Horschamp*

(1) Cf. le superbe *Manifeste pour les « produits » de haute nécessité* de neuf intellectuels antillais www.galaade.com/oeuvre/manifeste-pour-les-produits-de-haute-necessite

De tous les arts, le plus important est l'art de vivre

« *Nous nous séparons trop facilement d'une vie que nous ne pouvons plus percevoir, seule la création de nouvelles formes dans l'art, peut nous rendre le vécu du monde.* »

Victor Chklovski

Une perspective politique ne se bâtit pas uniquement à partir d'une stratégie et avec des propositions. Il faut aussi la nourrir de symbolique, d'un imaginaire commun dans lequel chacun et chacun puisse se projeter, rêver, construire sa vie et penser ce qui, de son point de vue, doit faire société. C'est particulièrement important pour ceux qui se revendiquent de la transformation sociale. Ce travail, la gauche a su le faire. Il nous en reste la trace. Le Front Populaire de 36, par exemple, n'a pas seulement produit un ensemble de lois dont aujourd'hui encore nous jouissons. Il a créé des images, des symboles, qui sont encore actifs dans nos existences. Peut-être, d'ailleurs, le désir de vacances reste-t-il lié à ces belles images de temps libéré, pour soi et pour être ensemble, pour sortir des sentiers battus. Du temps à partager pour l'art, le sport, la politique et l'éducation populaire. Neuf ans à peine après leur mise en application, que pouvons-nous dire de comparable sur les 35 heures ?

Ce que la gauche a perdu, Nicolas Sarkozy se l'est accaparé. Par exemple, la fameuse formule « Travailler plus pour gagner plus », cet « Enrichissez-vous ! » du XXI^e siècle, est certes un leurre, avec les mesures concrètes qui l'accompagnent : les heures supplémentaires, aggravant les conditions de travail et de vie des salariés, et toute la panoplie de mesures destinées à exacerber la « guerre de tous contre tous ». Mais il s'agit avant tout d'un projet. Un projet d'une vie rabougrie, une conception du temps concédée au commerce, soumise à la vitesse et au remplissage, sans finalité avouable. Un projet de société où le mot mérite remplace le mot droit et dont certains pensent sortir vainqueur contre l'autre. L'exercice du pouvoir, ce sont des actes concrets, mais aussi un arsenal symbolique qui a son efficacité pour modifier les contours du réel

Résister à l'effacement du désir

Toute la société aurait besoin, pour penser autrement son avenir et se transformer, d'une nouvelle ambition culturelle donc d'art. Pour remettre en jeu l'ordre existant, nous faire pressentir ce que portent le présent et l'avenir, créer des symboles nouveaux qui nous permettent d'« auteurer » nos rêves, de nous représenter le monde comme nous l'entendons. Or il apparaît de plus en plus clairement que les menaces de marchandisation, de standardisation, d'instrumentalisation qui pèsent sur la place de la culture et de la création, sont liées à une volonté d'enclorre toute notre société dans le repli, la peur et le rejet de l'autre.

On nous objecte « la demande ». Étrange question ! Qui se soucie de la demande, lorsque les Galeries Lafayette sollicitent Jean-Paul Goude pour vendre massivement ses maillots de bain ? S'il est légitime de penser les actions pour rencontrer ce que sont les besoins des gens, le serait-ce moins pour rencontrer leurs rêves ? Pourquoi cette rencontre, que bien des artistes tentent, serait-elle impossible à la gauche ? C'est pourtant à cet endroit, entre autres, qu'elle est attendue et non dans le brigandage des standards libéraux.

Heiner Müller disait « *l'échec des révolutions, c'est peut-être l'échec de leur alliance avec le rationalisme.* ». C'est une évidence, pour ceux qui pensent l'erreur d'avoir voulu faire de la révolution une science. Au moment où le marché tente de nous transformer en machines à pulsions, il n'y a rien de plus urgent que de résister à l'effacement du désir. Ne nous privons donc pas « des yeux pour voir plus loin que nos yeux ».

Laurent Klajnbaum

“Il est temps de métamorphoser la civilisation pour poétiser la vie”¹

Jamais le terme de crise n’a eu autant de résonance par ces temps où « la mondialisation heureuse » que l’on nous a chanté sur tous les tons, vire au cauchemar. Crise financière, économique et sociale, crise écologique, crise de la démocratie mais également crise des valeurs, des utopies et des projets alternatifs au capitalisme, au productivisme, au populisme et à tous les intégrismes. La désinvolture avec laquelle la « gouvernance » sarkozienne a réglé le sort du ministère de la culture, à la suite du récent remaniement peut nous laisser craindre le pire. Au delà de la péripétie politicienne, pleine de sens pourtant (nommer ministre de la culture un animateur de télévision...), l’arrivée de Frédéric Mitterrand est le rideau de fumée destiné à masquer les dégâts de la RGPP au Ministère de la culture, et le désengagement programmé de l’État.

Pourtant jamais l’interprétation gramscienne du concept de crise n’a autant exprimé le mouvement du réel. Oui, quelque chose se meurt et autre chose cherche sa voie. Le résultat des élections européennes laisse apparaître une donnée essentielle à gauche : les listes qui progressent, Europe Ecologie et Front de Gauche, sont des listes de rassemblement qui tentent d’ouvrir une perspective neuve en Europe et en France. Certes, nous pouvons nous interroger sur l’ambiguïté qu’Europe Ecologie n’a jamais véritablement levée : l’écologie, urgence de l’heure au même titre que le social, est-elle compatible avec le capitalisme ? Nous sommes convaincus du contraire.

Durant cette campagne européenne, de Marseille à Montreuil, le Front de Gauche a été la seule force politique à ouvrir le débat sur ce qui n’est pas : une politique européenne de la culture articulant la défense de l’exception culturelle contre les formes diverses de sa commercialisation et le déploiement de la diversité culturelle contre l’uniformisation et le formatage du prêt à penser et du prêt à rêver. Nous poursuivons et nous élargissons ce débat à Avignon². Aujourd’hui le Front de Gauche est en effet devant l’impérieuse nécessité de s’élargir et d’ouvrir le débat sur son projet avec toutes les forces de gauche et écologistes mais également avec tous les citoyens, particulièrement ceux engagés dans le mouvement social, associatif, intellectuel et culturel.

Pour n’avoir tiré aucun enseignement de l’échec de Jospin de 2002 et du non au référendum de 2005, le Parti Socialiste subit un échec. Au cœur de la crise du Parti Socialiste, dont je crois il ne faut pas se réjouir, se trouve la question qui traverse la crise du communisme et de toute la gauche : c’est la question du sens : le sens du combat que nous menons pour substituer au capi-

talisme, destructeur d’humanité et de nature, une société d’émancipation permettant à toutes les formes émergentes actuelles de dépassement des dominations, des exploitations et des aliénations de se déployer. Jamais l’enjeu du sens, l’enjeu culturel et civilisationnel n’a pris autant de force et d’urgence.

Ce moment culturel est à nouveau là. Il doit nous aider à explorer et à inventer les voies

Jamais l’enjeu du sens, l’enjeu culturel et civilisationnel n’a pris autant de force et d’urgence. Ce moment culturel est à nouveau là. Il doit nous aider à explorer et à inventer les voies nouvelles pour changer de monde.

nouvelles pour changer de monde. Modernisant et amplifiant le forum culturel, le blog³ que nous créons et que nous mettons à votre disposition à l’ambition d’être au carrefour de tous les débats sur les enjeux de la transformation : urgences sociales, écologiques et culturelles ; dépassement des formes actuelles, limitées, de démocratie ; conditions de l’existence de la création artistique, de ses esthétiques diverses comme des formes de son expression et de son appropriation populaire ; révolution des savoirs et de leur circulation notamment avec Internet et bien d’autres enjeux encore que je n’ai pas la possibilité d’énumérer ici.

Nous voulons ouvrir tous les débats, les nourrir avec des textes qui nous paraissent essentiels à ceux-ci ; nous voulons, avec vous, contribuer à rouvrir l’espoir et à reconstruire l’avenir.

Alain Hayot

Délégué National du PCF à la culture
Vice-Président de la Région Provence-Alpes-Côte d’Azur

Rencontres
du PCF
en Avignon

**Mercredi
15 juillet : 11 h**

Théâtre des Halles

**L’identité nationale peut-elle
fonder un projet culturel ?**

Débat avec **Thierry Fabre**, écrivain, animateur des Rencontres Averroès, **Alain Foix**, philosophe, dramaturge, **Mohamed Kacimi**, écrivain, dramaturge, **Pierre Laurent**, coordinateur national du PCF, **Michèle Riot-Sarcey**, historienne. Modérateur, **Alain Hayot**.

Vendredi 17 juillet : 10 h 30

Utopia Manutention

Avec la Société des Amis de l’Humanité

Projection du film d’**Elia Souleiman** *The time that remains* (sélection officielle Cannes 2009), avec la participation de **Leïla Shahid**, représentante de l’Autorité palestinienne auprès de l’Union européenne.

Lundi 20 juillet : 16 h

Cloître Saint-Louis

Avec la Société des Amis de l’Humanité

Cinquante ans après... Quelles politiques culturelles publiques ?

Débat avec **Alain Hayot**, délégué national du PCF à la culture, Vice-Président de la Région PACA, **Hortense Archambault**, co-directrice du Festival d’Avignon, **Marc Slyper**, musicien, secrétaire général du SNAM-CGT, **Yves Fravega**, metteur en scène, responsable national du SYNAVI, **Jean-Michel Grémillet**, directeur de la Scène nationale de Cavillon, responsable national du SYNDEAC. Modératrice : **Marie-José Sirach**, chef de la rubrique culture de l’Humanité.

**Samedi 18 et dimanche 19 juillet :
de 8 h 30 à 17 h**

Journées d’étude d’Avignon du CIDEFE, centre de formation de l’ANECR (association nationale des élus communistes et républicains) autour du cinquantième anniversaire de la création du ministère de la culture par André Malraux.
Contact : **Catherine Allegret** 06 19 53 97 00

Samedi 25 juillet : 18 h

Utopia Manutention

La Société des Amis de l’Humanité présente, en avant-première :

L’armée du crime, de **Robert Guédiguian**, en présence du réalisateur.

(1) Edgar Morin, *Le Monde* du 13 juin 2009

(2) Voir l’encadré ci-contre.

(3) <http://pcfculture.wordpress.com>